

RAPPORT D'ENQUÊTE SUR LE KOSOVO

KOSOVO LIBERTÉ DE LA PRESSE, IL N'EST PAS ENCORE TROP TARD...



//////////////// ENQUÊTE MENÉE PAR **OLIVIER BASILLE**

//////////////// **JUIN 2010** //////////////////

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE



AFP photo / Jack Guez

Deux ans après sa déclaration d'indépendance, le 17 février 2008, le Kosovo fait face à de multiples défis dans les principaux secteurs d'activités. A côté du chômage, de l'absence d'assurance santé et de système de retraite, des réseaux d'électricité et d'eau vétustes, et du manque d'efficacité du système de soins, la liberté de la presse apparaît comme un problème secondaire, presque un luxe.

Pourtant, les maux qui minent le Kosovo ont plus que jamais besoin d'être expliqués et dénoncés. La corruption endémique qui frappe l'administration, la progression incontrôlée des mouvements mafieux dans la plupart des pans de l'économie ne trouvent que quelques journalistes sur leurs passages pour les dénoncer. Or, la population compte sur les médias pour servir de garde-fous.

Peu de pays accueillent un aussi grand nombre d'institutions internationales. Plus d'une dizaine ont ou ont eu des bureaux à Pristina : les Nations-unies, l'Otan, l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), l'Union européenne en tant que délégation mais aussi à travers sa nouvelle mission, Eulex. Mais même dans un tel environnement et malgré les sommes investies dans la relance des médias, la liberté de la presse peine à se développer. L'indépendance tant financière qu'éditoriale n'est toujours pas garantie. La capitale ne possède toujours pas de centre de presse, d'infrastructure pour améliorer déontologie et professionnalisme en favorisant les rencontres et les échanges.

Le Premier ministre Hashim Thaçi s'est fixé comme priorité l'adhésion à l'Union européenne. Ce qui ne se fera qu'en respectant plusieurs critères, parmi lesquels une presse libre et indépendante. Si le Premier ministre multiplie les déclarations dans ce sens, la politique de son gouvernement a souvent tendance à le contredire. Son influence et celle du parti PDK (Parti démocratique du Kosovo *Partia Demokratike e Kosovës*) dans les médias publics sont évidentes et grandissantes, tout spécialement au sein de la télévision publique qui demeure le média le plus important tant par la taille de ses infrastructures que par l'influence qu'elle exerce sur la population. Et si l'Internet naissant offre comme partout dans le monde des opportunités en matière d'indépendance et de pluralisme, le secteur est encore fragile économiquement.

GUIDE PRATIQUE DES « CONTRAINTES » DU JOURNALISTE KOSOVAR

MENACES ET RÉTORSIONS DIVERSES

La violence à l'encontre de la presse est bien présente au Kosovo. Elle s'exprime à travers un large éventail de menaces et de rétorsions à caractère mafieux.

Si les classes politique ou judiciaire ne se risquent pas à menacer ouvertement les journalistes, elles ont en revanche trouvé dans le patriotisme une arme encore plus redoutable. Ceux qui s'aventurent à une critique de l'action du gouvernement ou qui s'attachent à dénoncer les problèmes de corruption sont souvent accusés publiquement « d'activités anti-patriotiques », d'être des « traîtres à la nation », des « espions serbes » ou plus simplement d'être « contre le Kosovo ». Ces accusations visent à détruire la crédibilité des journalistes auprès de l'opinion publique très sensible à l'identité kosovare, mais constituent aussi un signal indirect envoyé aux activistes nationalistes (vétérans de l'UCK entre autres) en leur désignant une cible potentielle. « Les gouvernements ne nous menacent



Veton Surroi

prendre alors même qu'elles mesurent mieux que quiconque les conséquences que pourrait avoir ce type de comportement.

Mais les menaces les plus efficaces restent celles que les autorités font peser sur les familles des journalistes. Il n'est pas rare d'en rencontrer à qui on a conseillé de « se discipliner » au risque de voir le contrat de travail de tel ou tel de ses proches suspendu ou non renouvelé, ou plus simplement encore menaces à l'encontre de leurs enfants. Dans un pays frappé par 40% de chômage, ces menaces sont particulièrement redoutées. L'Etat est toujours le premier employeur et jouit même d'une très grande influence dans certaines compagnies privées où une partie des dirigeants ont fait leurs classes dans les sociétés publiques et y ont conservé leurs réseaux. Seuls ceux qui travaillent pour les structures internationales peuvent s'estimer temporairement à l'abri de ce type de rétorsion.

« Sous couvert de lutte contre la corruption, les contrôles fiscaux frappent régulièrement les titres jugés "trop indépendants" par le gouvernement de Thaçi »

pas, ils envoient des signaux que nous recevons très bien – et nous ne sommes pas les seuls à les entendre », nous confie sous couvert d'anonymat un journaliste.

Ainsi, dans la nuit du 12 au 13 mai 2010, des inconnus ont placardé dans la rue où habitent le journaliste Veton Surroi, fondateur du quotidien *Koha Ditore* et de *Koha Vision TV*, et sa sœur Flaka Surroi, directrice du groupe, des encarts où l'on pouvait lire « La rue des UDBA – Veton et Flaka Surroi ». UDBA est l'acronyme de l'ancienne police secrète serbe, responsable d'exactions particulièrement violentes contre les Kosovars albanophones durant le conflit des années 1990.

Si les autorités rencontrées lors de notre mission nous ont assuré qu'elles condamnaient de telles pratiques, leurs auteurs ne sont en réalité que très rarement sanctionnés, et même plutôt encouragés. Le silence des nombreuses délégations internationales sur ce sujet reste difficile à com-

Sous couvert de lutte contre la corruption, les contrôles fiscaux frappent régulièrement les titres jugés « trop indépendants » par le gouvernement de Thaçi. Ainsi *Koha Ditore* a-t-il déjà fait face à pas moins de vingt contrôles fiscaux quand les titres jugés plus proches du gouvernement n'en subissent aucun. Les complications administratives peuvent s'avérer tout aussi utiles pour contraindre un journaliste à l'autocensure : difficultés dans le renouvellement de documents, surfacturation de certains services publics, difficultés d'accès à certaines conférences de presse importantes, annulation des laissez-passer, accès refusé aux données et aux fonds publics, etc.

Enfin, les pressions s'exercent également sur les sources d'informations. Le Kosovo est un petit pays et en province comme dans la capitale Pristina, on connaît bien les gens et leurs proches (amis, familles, collègues, etc.). Les Kosovars ne veulent

« Le Kosovo est un petit pays avec un marché très fermé pour les journalistes. Le gouvernement a mis la main sur une grande partie de la profession et se sent dans une situation confortable. Le peu de journalistes indépendants qu'il reste est considéré comme un problème mineur qui peut être réglé par asphyxie économique ou tout simplement en jouant sur le temps et sur le fait que, selon eux, chacun a son prix pour ne pas fermer les rares opportunités qui lui sont encore ouvertes », conclut un journaliste freelance sous couvert.

dès lors pas trop témoigner de peur d'exposer leur nom à un éventail de conséquences. Les autorités ont ainsi tout le loisir de justifier et de glorifier leur politique par « l'absence de témoignage » qui la condamne ou qui la questionne.

L'ACCÈS AUX DONNÉES PUBLIQUES TOUJOURS PAS GARANTI

Aux yeux de la loi, l'accès aux données publiques est garanti, sans listing particulier et sans restriction, en dehors des données véritablement sensibles (à l'image de ce qui se pratique dans les standards européens). Dans la pratique, le public n'est pas informé sur plus de 1% de la véritable nature et de la véracité de ces données.

« Sous couvert d'une prétendue transparence, les autorités veulent rendre service à la presse et montrer leur bon vouloir en nous faisant parvenir un ensemble de données invérifiables. Aucun de ces documents ne peut être utilisé de manière fiable si ce n'est par une certaine partie de la presse qui ne s'embarrasse pas beaucoup de ses vérifications », nous déclare un journaliste sous couvert d'anonymat.

« Les autorités veulent rendre service à la presse et montrer leur bon vouloir en nous faisant parvenir un ensemble de données invérifiables. Aucun de ces documents ne peut être utilisé de manière fiable »

Ainsi les journalistes qui souhaitent avoir accès aux registres du matériel public (exemple : type de véhicule pour telle ou telle mairie, type d'appel public, budget alloué, etc.) n'obtiennent en général aucune réponse. Données économiques, gestions de l'eau, électricité, aménagement du territoire, permis de bâtir, installation de commerce, etc., autant de secteurs totalement verrouillés par l'administration et autant de violations directes des engagements pris en la matière par le gouvernement actuel.

UNE CORRUPTION GÉNÉRALISÉE QUI FRAPPE ÉGALEMENT LA PRESSE

La corruption n'épargne pas le monde des médias. Si le Kosovo compte de très bons journalistes, une partie de la profession s'est convertie à un journalisme mercenaire, écrivant à la demande ou sous les angles souhaités. On ne les mandate pas tant pour obtenir une couverture positive de ses

propres activités, de son parti, de son entreprise ou de soi-même mais plutôt pour la couverture la plus négative possible de ses adversaires. Ce système est particulièrement rémunérateur. Quand le salaire moyen des journalistes tourne autour des 250 euros par mois, comment expliquer en effet qu'une partie d'entre eux, simples rédacteurs ou directeurs de département, roulent dans des voitures de luxe ou habitent des appartements dans les meilleurs quartiers de Pristina.

Le recours à ce journalisme mercenaire s'explique par le statut particulièrement précaire des journalistes. La plupart d'entre eux évoluent sans contrat de travail, sans assurance et donc sans aucun recours juridique. Seul *Koha Ditore* établit des contrats décrivant les conditions de travail avec deux jours de congés et assurances. *Zëri* s'efforce également de conclure des contrats de qualité. Les journalistes sont pour la plupart mal ou pas payés, corvéables à merci.

Dans l'Etat le plus pauvre d'Europe, les critères d'appréciation professionnelle se mesurent plus au niveau des voitures, des appartements et du niveau de vie que de la qualité de la plume ou de son indépendance. Beaucoup de journalistes entament également un semblant de carrière dans les médias comme strapontin vers les carrières administratives et diplomatiques – ils visent les postes de consultance et d'ambassadeur que l'on espère voir s'ouvrir de par le monde. La classe politique s'attache également à offrir des opportunités au sein des cabinets pour les postes d'attachés de presse, mais uniquement ouverts aux journalistes qui ont fait allégeance.

LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EXISTE PUISQU'ELLE EST CONSTITUTIONNELLE

La Constitution du Kosovo garantit dans les articles 40 et 42 la liberté de la presse en stipulant que « la liberté de la presse et le pluralisme des médias sont garantis. La censure est interdite. Personne ne peut empêcher le droit de chacun à recevoir, rechercher et à diffuser de l'information. » La liberté de la presse peut cependant être limitée par la loi dans les cas où il est nécessaire de prévenir l'encouragement à la violence et l'hostilité fondée sur la race, la nationalité, l'ethnicité ou la religion. Le Kosovo ne dispose pas de code des médias.

Mais la justice ne dispose pas des moyens nécessaires pour fonctionner correctement. Peu ou tout simplement pas formés sur les problèmes des



Bureau de Koha Ditore

médias, mal payés et ne jouissant pas d'une grande indépendance, les magistrats ne sont pas enclins à introduire rapidement dans le droit national la jurisprudence qui protégerait la presse des nombreuses pressions. La classe politique qui jouit d'une véritable influence dans la magistrature lui a transmis le peu de considération qu'elle a pour la presse. Les magistrats savent aussi qu'une partie des journaux peut faire ou défaire leur carrière par quelques articles « mandatés » par différents niveaux de pouvoirs. Pris entre une corruption bien installée et un clientélisme souverain, l'indépendance des juges en matière de presse est remise en question par presque toute la profession.

PETITS ET GRANDS ARRANGEMENTS DU MARCHÉ PUBLICITAIRE

L'organisation des marchés des annonceurs constitue un des enjeux majeurs de la liberté de la presse au Kosovo. Malgré les nombreuses déclarations officielles et les engagements répétés du gouvernement en la matière, le marché de la publicité n'est toujours pas réellement libéralisé et manque d'organisation.

Le pays ne compte pas de véritable régie publicitaire indépendante. Les premières agences de communication sont très récentes et n'ont développé qu'un service minimum pour les supports audiovisuels. Les sociétés n'ont en général aucun intermédiaire entre elles et les supports de diffusion. De plus, les résultats produits par les organismes de médiamétrie balbutiants ne permettent pas d'établir une stratégie commerciale probante, basée sur des données fiables.

Aucun organe de presse ou de médias audiovisuels ne peut vivre de ses propres ventes. Mais à la différence de la presse européenne, les difficultés engendrées par cette dépendance ne sont pas seulement d'ordre économique. L'absence de réglementation claire laisse place à l'arbitraire politique, à la corruption et à l'emprise des chantages à caractère parfois mafieux.

UNE UTILISATION « BIEN DIRIGÉE » DES PUBLICITÉS INSTITUTIONNELLES

L'administration kosovare, le gouvernement et la plupart des partis politiques nationaux disposent de budgets publicitaires importants (annonces d'emplois, appels d'offres officiels, enquêtes publiques, inaugurations, campagnes de promotion ou publicité électorale, etc.) qui constituent une des principales sources financières pour les médias nationaux. La manne n'est cependant pas inépuisable et fait l'ob-

jet d'une assignation orientée bien plus souvent en fonction des intérêts des partis politiques que des causes ou des sujets que ces campagnes prétendent mettre en exergue.

Si le Premier ministre dispose en théorie d'un contrat avec l'ensemble des médias nationaux, certains titres ne bénéficient pas de la même « attention bienveillante » que leurs concurrents. Les titres proches des partis de la majorité (PDK en tête) sont clairement favorisés dans l'attribution des avis de concours ou des appels d'offres, tronquant au passage une partie des dispositions prévues dans ces mêmes appels. Si le cabinet du Premier ministre donne principalement le ton, chaque ministre dispose aussi de sa propre liberté pour l'assignation des campagnes d'information ou de sensibilisation de

« Le marché de la publicité n'est toujours pas réellement libéralisé et manque d'organisation »

son département. Les médias proches des partis de la majorité sont directement favorisés.

Ce système de « subvention indirecte » permet également de faire circuler l'argent auprès d'un certain nombre de décideurs ou de chefs d'entreprise influents qui ont fait d'une partie de la presse leur « chargée de relations publiques ». « Ces entreprises n'attendent pas vraiment une rentabilité financière directement tirée des titres qu'ils détiennent, mais ils savent qu'en acceptant et en diffusant telle ou telle campagne de publicité, ils débloquent un dossier qui leur est encore plus directement profitable. C'est un jeu de passe-passe sur des marchés qui échappent à une concurrence saine », nous confie un ancien responsable financier d'un quotidien, reconverti dans une institution internationale.

Ce n'est en partie que grâce à ce système qu'une grande partie des titres (tel *Infopress* ou *L'Express*) peuvent survivre et revendiquer une place sur un marché déjà saturé. C'est aussi en s'appuyant sur ce système qu'une grande partie des décideurs politiques, tous partis confondus, sont parvenus à « tenir » la presse en la maintenant dans une position d'obligée.

UN MARCHÉ PRIVÉ LIMITÉ ET PARTIELLEMENT TRIBUTAIRE DE L'INSTITUTIONNEL

Rares sont les entreprises qui peuvent se permettre d'être des annonceurs importants et récurrents. Si les sociétés privées tentent une approche

plus professionnelle dans la répartition de leurs budgets publicitaires, elles restent soumises à des pressions indirectes de la part des administrations locales. L'activité économique dépend, en grande partie, d'autorisations, de permis d'exploitation dont l'attribution peut être retardée ou rapidement débloquée en fonction des campagnes publicitaires que ces sociétés privées accepteront ou non d'« investir » dans le soutien d'un ou de plusieurs titres. Dans les médias comme dans tous les pans de la société kosovare, la corruption est bien présente et les « commissions » peuvent aussi transiter par une partie des annonces publicitaires.

Les sociétés de mobilophonies ou les câblo-distributeurs qui bénéficient de moyens plus importants



Rédaction de Koha Ditore

s'efforcent d'être présents dans la plupart des titres et des supports, ne négligeant aucune cible potentielle ou s'assurant aussi une neutralité pas toujours évidente à maintenir dans un marché aussi restreint. Cependant, propriétaires de certains médias, elles sont naturellement tentées de favoriser ces derniers dans l'attribution de certaines campagnes, récupérant au passage dans leurs comptes les montants de promotions dépensés.

LA PRESSE ÉCRITE

Le Kosovo compte huit quotidiens nationaux et quelques hebdomadaires albanophones, principalement diffusés au sein de la capitale Pristina (+/- 400 000 habitants). Mais un grand nombre de titres n'entraîne pas automatiquement le pluralisme de l'information. Seuls *Koha Ditore* et son principal concurrent *Zëri* jouissent d'une véritable crédibilité. Pas par hasard cependant. *Koha Ditore* est le seul quotidien parvenu à contrôler l'ensemble de son processus de fabrication. Le groupe Koha détient sa propre imprimerie, ce qui lui permet de ne pas dépendre d'un intermédiaire qui pourrait céder aux pressions de certains de ses clients privilégiés. Outre l'apport économique supplémentaire que



Agron Bajrami

« La situation de *Koha Ditore* est certes privilégiée mais elle n'est pas le fruit du hasard. Il y a un énorme travail et un investissement constant dans toute la chaîne de production. Au Kosovo, mais comme partout ailleurs, cela se mérite. Notre principal problème réside avant tout dans ce marché qui ne connaît pratiquement aucune règle et aucune régulation. Je ne crois pas qu'il y ait de la place pour plus de trois titres nationaux, or nous en avons déjà huit et il en naît parfois très rapidement de nouveaux. Nous n'avons rien contre mais il faut quand même prendre ces données en compte lorsque l'on veut créer une presse de qualité. »

« S'il la souhaitait vraiment, le gouvernement pourrait établir l'indépendance de la presse par la régulation et la réglementation du marché. Certains titres sont soutenus artificiellement et sont plus au service d'une cause qu'à celui de l'intérêt public. Je connais nos marges et nos coûts, mais je peux vous dire qu'il est impossible que certains titres puissent exister sur les seules bases de leurs ventes ou des compléments d'activités qui peuvent être développés par les imprimeries. Il y a manifestement quelque chose qui ne fonctionne pas à ce niveau. »

constituent les autres travaux d'impression, ce système permet également à *Koha Ditore* de contrôler l'heure du bouclage, ce qui offre une plus grande souplesse éditoriale et du temps supplémentaire pour vérifier la véracité de ses articles. Si le réseau officiel de diffusion de la presse jouit d'une plus grande indépendance que sous l'ère de Milosevic, les réseaux publics restent toujours un peu limités. *Koha Ditore* a dès lors mis en place un réseau de distribution complémentaire, notamment dans les supérettes d'alimentation, à travers lesquelles il écoule 40% des ventes. Le groupe Koha détient également une télévision (*Koha TV*) et une radio diffusée par les câblo-distributeurs.

Si la rédaction de *Koha Ditore* est l'une des plus grandes du Kosovo (près de 200 collaborateurs, journalistes, correspondants en province et dans

« *Koha Ditore* est le seul quotidien parvenu à contrôler l'ensemble de son processus de fabrication »

les pays voisins), la force du quotidien réside aussi dans la création de son propre service de marketing chargé de contacter directement les annonceurs avec professionnalisme et sans solliciter les « réseaux d'influences ».

Le marché de la presse écrite voit apparaître de temps à autre de nouveaux journaux qui disposent subitement de fonds importants mais dont l'origine est difficilement identifiable. Ces nouveaux titres font des propositions mirobolantes pour attirer les journalistes les plus sérieux. Peu s'y laissent cependant prendre, craignant à juste titre que les libertés de ton revendiquées au début ne se transforment vite en ligne éditoriale cadenassée, orientée politiquement.

Curieusement ces titres ne comptent pratiquement pas de publicité. Alors qu'ils font face aux mêmes coûts de production (évalué à 0,17 euro pour un tirage plus ou moins équivalent à *Koha Ditore*) la plupart sont vendus à 0,10 euro. Si les rentrées publicitaires ne viennent pas combler ce différentiel, qui le fait et comment ? Peu de journalistes tentent de répondre à cette question car le sujet reste sensible. S'il semble assez facile de connaître les propriétaires « officiels » de certains titres, il est quasi impossible de connaître leurs véritables bailleurs. Désormais, comme dans la plupart des Balkans et de certains pays d'Europe

centrale, les mouvements mafieux investissent le secteur des médias, non pas tant pour leur rentabilité économique mais pour l'influence directe qu'ils peuvent apporter.

LE PAYSAGE AUDIOVISUEL

Les contraintes techniques et légales limitent le nombre de chaînes analogiques à trois maximum : une télévision publique (*Radio Televizioni i Kosovës – RTK*) et deux télévisions privées *KTV* et *RTV 21*. Les 3 télévisions nationales peuvent être reçues librement à partir d'une antenne de réception peu onéreuse. Il n'y a pas de frais d'abonnement et un salaire moyen permet d'investir dans un poste de télévision. Viennent s'ajouter les télévisions disponibles sur le câble Internet déjà plus onéreuses et, pour les plus fortunés, la connexion par satellite (chère à l'achat du matériel mais avec une offre de télévision souvent gratuite).

Le passage de la diffusion analogique au digital permettrait d'étendre le spectre, mais aucun progrès n'a pu être fait en 2009. Le Kosovo qui n'est toujours pas membre de l'ITU (International Telecommunication Union) ne dispose que d'une seule fréquence, et ne sera pas capable de combler ce retard dans les prochaines années.

La télévision reste incontestablement le principal vecteur d'information pour près de 70% de la population qui la complète parfois par la lecture d'une partie de la presse écrite.

L'HÉGÉMONIE DE LA RADIO TÉLÉVISION KOSOVARE (RTK)

Soutenue financièrement par la majorité des Kosovars albanophones durant le conflit qui les opposaient à la Serbie, *Radio Televizioni i Kosovës (RTK)* constitue un symbole identitaire très fort. *RTK* a suivi de près le conflit armé et la population s'est appropriée la chaîne dans un rapport passionnel.

La communauté internationale qui s'installe en 1999 à Pristina après l'intervention de l'OTAN et l'installation des Nations-unies soutient la chaîne publique en la dotant d'une aide de 20 millions d'euros. Un comité de direction est constitué en regroupant une partie des meilleurs journalistes de l'audiovisuel. Mais le grand projet d'un média de qualité au service de l'intérêt public va très vite se heurter aux ambitions de la classe politique, notamment des cadres de l'ancienne UÇK qui, malgré le monitoring international, installent rapidement un contrôle politique très ferme.

Chaîne publique pour certains, chaîne d'Etat pour d'autres, *RTK* est aujourd'hui sous le contrôle renforcé du gouvernement et plus particulièrement du Premier ministre, Hashim Thaçi. Plus grand employeur du secteur des médias, *RTK* dispose d'un quasi-monopole sur la retransmission des matchs de football. La chaîne donne une large part d'audience aux sitcoms internationaux et à des programmes musicaux traditionnels, mais aussi internationaux. En dehors des journaux télévisés, la rédaction de *RTK* ne produit pratiquement pas de programmes ou de débats politiques ni de magazines d'investigation sur les activités politiques et socio-économiques.

LE « SECURE MEDIA SYSTEM »

En avril 2010, la direction de *RTK* travaillait cependant à une modification rapide dans les grilles de programmation qui devraient voir apparaître des émissions ou des débats politiques.

« Chaîne publique pour certains, chaîne d'Etat pour d'autres, *RTK* est aujourd'hui sous le contrôle renforcé du gouvernement et plus particulièrement du Premier ministre »

Mais cette réforme aura ses limites car il sera toujours impossible à la population d'interpeller en direct les intervenants. Les pressions exercées sur le personnel de *RTK* ne laisseront par ailleurs que peu de latitude aux journalistes, bien conscients qu'en interrogeant un ministre, ils interrogent en même temps leur employeur.

Plusieurs journalistes de *RTK* ont également insisté sur les réunions de rédaction dites « SMS Meeting » ou « Secure Media System ». Deux termes employés pour définir la manière dont la plupart des choix rédactionnels sont effectués au quotidien dans la chaîne publique. Une journaliste de la rédaction radio nous le confirmait dans ces termes : « La quasi-totalité des membres du gouvernement et des chefs de partis ont les numéros des téléphones portables de nos directeurs, quel que soit leur niveau, et envoie des SMS pour les prévenir de la tenue d'une de leurs conférences ou d'une visite officielle qu'ils tiennent ici ou là. Cette "invitation qui ne se refuse pas" nous sera rapidement transmise et c'est ainsi que l'agenda de nos équipes est fixé. Nous essayons d'inclure dans ces "déplacements organisés" d'autres rushes, mais nous savons pertinemment bien que nous perdons notre temps. Nous faisons "de l'entretien" pour ne



Studios de Life in Kosovo

pas perdre la main dans l'espoir qu'un jour nous puissions avoir de vraies réunions de rédactions.»

NOMINATION OU DÉSIGNATION DES CADRES

Renouvelé le 13 octobre 2009, le comité de direction de *RTK* a été nommé par le Parlement selon une procédure qui apparaissait très démocratique. Une commission parlementaire ad-hoc était chargée de proposer une série de candidats potentiels. La liste finale regroupait un ensemble de journalistes et d'analystes bien connus à Pristina. Cependant, en violation de la procédure, Hajredin Kuçi, vice-Premier ministre et membre de l'exécutif, s'est invité à la commission qui a peu à peu évincé toutes les candidatures sérieuses et indépendantes. Sur les neuf membres retenus par la commission et nommés à la direction de *RTK*, aucun n'est issu des médias indépendants ou considéré comme de véritables journalistes.

Rencontré par Reporters sans frontières, Rahman Pacarizi, président du comité de direction de *RTK*, nie la politisation de la procédure et l'instrumentalisation du marché publicitaire : « La logique commerciale veut que les annonceurs diffusent en priorité sur les supports les plus visibles et les plus efficaces. L'audience de *RTK* justifie que notre chaîne bénéficie de la préférence des annonceurs, même quand il s'agit des ministères. »

Rahman Pacarizi réfute par ailleurs le fait que les choix éditoriaux de *RTK* soient dirigés par sms par le pouvoir politique et défend l'indépendance éditoriale de *RTK*. « Quand nous donnons la parole à un membre du gouvernement, nous la donnons aussi à l'opposition. Vous pouvez vérifier et vous constaterez cette alternance et cet équilibre. » Pour le président de *RTK*, la présence quasi permanente du chef de l'Etat dans les journaux télévisés relève avant tout du respect du protocole qu'une télévision publique se doit d'appliquer. « Les ressources financières de notre télévision viennent des contributions de chaque Kosovare et il nous appartient avant tout d'informer la population sur ce que fait son gouvernement. Vous appliquez les mêmes types de standards dans les médias publics au sein de l'Union européenne. Pourquoi attendre de nous un autre comportement ? »

L'alternance des reportages entre position officielle et opposition existe, mais pas avec le caractère automatique décrit et si *RTK* s'efforce parfois de donner la parole à l'opposition politique, c'est rarement sur les mêmes sujets que ceux évoqués par les partis de la majorité. Et si les télévisions publiques des pays de l'Union européenne réser-

vent une place aux « activités protocolaires », elles maintiennent aussi des émissions d'investigation et de débats dont l'absence fait cruellement défaut sur *RTK*.

UNE FENÊTRE D'INDÉPENDANCE SUR *RTK* : LIFE IN KOSOVO

Depuis quelques mois, la loi oblige *RTK* à produire des appels d'offres pour l'achat de programmes réalisés par des agences de production indépendante. A terme, 20% des programmes devraient être produits par cette voie et pourraient ouvrir la voie à des formats d'émission moins calquée sur le protocole et sur « la défense permanente du Kosovo ».

Certains programmes d'information ont déjà réussi à percer sur les antennes de *RTK*. Produit par *Balkan Investigative Reporting Network (BIRN)*, l'émission *Life in Kosovo* constitue un des rares magazines d'information indépendante. *BIRN* soutient par ailleurs l'hebdomadaire anglophone *Pristina Insight*. Mais pas sans risque cependant.

En mai 2009, dans le cadre des élections communales, une équipe de *Life in Kosovo* s'était rendue dans la municipalité de Skenderaj pour y analyser la campagne menée par le maire Sami Lushtaku. Arrivée dans la ville, une partie de l'équipe a été violemment prise à partie par un groupe d'individus qui l'ont menacée et empêchée de filmer. La police qui a assisté à toute la scène n'est intervenue que pour accompagner les journalistes de *Life in Kosovo* aux portes de la ville.

Au lendemain de l'émission du 28 mai 2009 où le reportage était diffusé, le quotidien *Infopress*, proche du PDK (parti du Premier ministre) a lancé une campagne d'une rare violence, réclamant l'arrêt définitif de l'émission *Life in Kosovo* et appelant indirectement au meurtre de sa directrice Jeta Xharra, l'accusant « d'espionnage au service de la Serbie », de « préparer son émission dans les cuisines de Belgrade » ou d'être « l'ennemi juré du Kosovo ». La campagne qui est rapidement montée en puissance a duré 12 jours. Si une partie de la profession a apporté un soutien de principe à Jeta Xharra, l'association des journalistes professionnels a été quasiment muette sur l'affaire. La communauté internationale qui a réagi relativement vite ne s'impliquera cependant pas de manière assez visible pour condamner le comportement d'*Infopress*, créant une incompréhension au sein de la profession et renforçant la méfiance au sein de la population.

« Au-delà de la campagne d'*Infopress*, ce qui est aussi intéressant c'est l'attitude de la justice.



Nous avons bien évidemment essayé de porter plainte à la police et exiger que la justice se saisisse de l'affaire. Mais le procureur a refusé de traiter le dossier, arguant que s'il entamait une procédure, il s'exposerait de fait à un traitement équivalent de la part d'*Infopress* et de ceux qui leur sont proches. La justice elle-même pouvait être sous la coupe de ces campagnes alors qu'elle n'avait rien à voir avec le sujet », confie Jeta Xharra.



La classe politique kosovare, partis de la majorité et gouvernement en tête, laissera s'écouler de trop nombreux jours avant de mener ce que Hajredin Kuçi, vice-Premier ministre, définit comme une « mission de médiation » visant, non pas à condamner l'attitude d'*Infopress* et de Sami Lushaku, mais à faire accepter l'idée d'un « dialogue possible entre les autorités et des médias qui doivent être responsables ». Durant l'entretien qu'il a bien voulu nous accorder, Hajredin Kuçi a rappelé l'attachement du gouvernement à la liberté de la presse, nous assurant que tous les membres de la coalition partageaient ce point de vue. Il déplorait cependant les pressions que la classe politique subirait par des campagnes de diffamation menées par la presse. Hajredin Kuçi a reconnu que les appels au lynchage de journalistes n'étaient pas acceptables et que les membres du gouvernement n'avaient que peu de goût pour ce type de comportement.



Un point de vue officiel difficilement acceptable lorsque l'on apprend que le maire de Skenderaj est toujours membre du parti PDK (parti du Premier ministre Thaçi) et que la direction d'*Infopress* bénéficie toujours du même soutien politique et financier de la part du PDK. Reste aussi cette curieuse conception du journalisme que se fait une partie de la presse nationale qui réclame sans vergogne la mort d'un confrère et qui prône en pleine page « l'indépendance de la justice » en la faisant vivre dans la crainte de la diffamation.

LES CHÂÎNES PRIVÉES KTV ET RTV 21

A leur création en 2004, *KTV* et *RTV21* ont reçu chacune 8 000 000 d'euros (moitié en soutien matériel et moitié en soutien financier). Les fonds provenaient principalement de l'aide au développement américaine (US Aid) mais aussi de certaines fondations privées. S'ils ont permis le lancement effectif des deux chaînes, ces montants ne garantissent pas pour autant leur viabilité économique. Les deux télévisions sont rapidement entrées en compétition pour capter la plus grande part d'un marché d'annonceurs privés estimé entre 4 000 000 et 6 000 000 d'euros.

Les deux chaînes disposent d'un matériel per-

formant et tentent de développer des programmes de qualité. Mais elles rivalisent encore difficilement avec *RTK* et ne parviennent pas à offrir une véritable alternative au formatage très protocolaire de l'information de la chaîne publique dont elles s'inspirent. La viabilité économique des deux chaînes dépend désormais principalement de la publicité institutionnelle et privée. L'absence de réglementations dans ce domaine oblige de fait les deux chaînes privées à se caler sur des lignes éditoriales souvent très proches de sa concurrente publique pour avoir une chance de glaner les mêmes annonceurs.

Les deux chaînes privées ne bénéficient pas non plus des mêmes opportunités en matière d'accès aux programmes les plus porteurs. Ainsi, les retransmissions de football et les sitcoms internationales sont dans la plupart des cas réservées à *RTK*. Curieusement, les rôles généralement dévolus aux radios et télévisions du service public et ceux des télévisions privées semblent s'inverser.

L'OVNI RROKUM TV OUVRE LA VOIE DES WEB TV ET EN PAYE LE PRIX

La création de *Rrokum TV* en 2003 répondait au besoin de casser l'hégémonie de *RTK* et l'absence d'une information suffisamment indépendante. Migjen Kelmendi est à l'origine du projet. Nommé à la tête du comité de direction de *RTK* après l'intervention de l'Otan en 1999, Migjen Kelmendi a essayé d'attribuer à *RTK* le rôle qu'on peut attendre d'une télévision publique au service de sa population. Mais les usages internes et les pressions rapidement exercées pour maintenir une gestion sous contrôle direct du gouvernement ne lui paraissent plus compatibles avec l'idée la mission de service public.

Ayant démissionné de son poste de directeur de *RTK*, Migjen Kelmendi crée en 2003 un partenariat avec une compagnie privée anglaise pour lancer *Rrokum TV*. La nouvelle chaîne vise alors une des deux licences analogiques encore disponibles sur la seule ville de Pristina. Fort curieusement, alors même que ces licences étaient libres depuis de nombreuses années, les trois chaînes de télévision nationales s'opposent activement au projet, voyant d'un très mauvais œil l'arrivée d'un concurrent privé sur le marché des médias dépendant principalement de la capitale.

Rrokum tentera pendant plus d'un an d'obtenir une des deux licences. Elle jettera le gant en 2004 sans avoir jamais pu obtenir une réponse des autorités. En 2010, les deux licences locales hertziennes de Pristina sont curieusement toujours disponibles et aucune des trois chaînes nationales

n'a tenté d'y établir un quelconque projet. Les licences pourraient faire l'objet d'un appel d'offre de façade dans les prochains mois, mais le projet prend du retard. Peut-être les autorités prennent-elles leur temps pour s'assurer qu'elles ne tomberont pas dans des mains « défavorables ».

En décembre 2006, le marché du câble se divise en deux sociétés : KUJTESA et IPKO. Les connexions Internet commencent à naître sur un marché limité, mais en expansion qui compte près de 10 000 familles, cafés ou lieux publics. En collaboration avec l'opérateur KUJTESA, *Rrokum* crée la première chaîne de TV sur le câble, se limitant d'abord à une chaîne musicale pour tester la viabilité économique du projet. *Rrokum* n'est alors disponible que sur le réseau KUJTESA.

Là encore, les trois opérateurs nationaux vont agir de concert pour faire capoter le projet, multipliant les démarches auprès des autorités de régulations, notamment auprès de Bob Gilet, à l'époque directeur de l'agence de régulation des médias. En mars 2007, *Rrokum* reçoit de plus en plus de pressions de l'agence de régulation pour arrêter de diffuser. Mais la législation en place ne permet pas au régulateur d'intervenir et l'agence entame alors un marathon législatif qui aboutit en seulement trois mois à une législation organisant le marché de la diffusion par câble. Mise en place en juillet 2007, la législation ne devient véritablement effective qu'en décembre 2007. Durant le second semestre 2007, pas moins de 10 autres chaînes de TV viennent s'installer sur KUJTESA, ouvrant ainsi la voie à d'autres productions que celles des trois chaînes nationales *RTK*, *KTV* et *RTV 21*.

En 2008, le câblo-opérateur IPKO gagne la deuxième licence de téléphonie mobile face à KUJTESA sur fond de très grosses tensions politiques et économiques. Anton Berisha, qui préside alors l'autorité de régulation et qui devait décider de l'octroi de la licence, échappera à trois tentatives d'attentat dont une au bazooka contre sa voiture.

Renforcé dans ses positions, IPKO décide de s'ouvrir à la distribution des chaînes de télévision sur son câble. *Rrokum* signe alors un contrat de cinq années avec IPKO et tout en conservant l'assise musicale sur laquelle elle s'est lancée, ouvre un large espace à des programmes d'information – news magazine, talk show politique, analyse politique, interview avec possibilité pour les téléspectateurs de poser des questions en direct, ce qui ne s'était jamais fait jusque-là. Une révolution sur le marché des télévisions nationales dont les émissions d'informations sont très formatées. L'audience de *Rrokum* s'en trouve renforcée et

malgré les difficultés financières récurrentes liées au contrôle de la publicité par l'Etat, *Rrokum* prend de l'ampleur sur le câble.

En 2009, IPKO passe de l'analogique au digital et décide, le 1er avril 2009, de suspendre la chaîne *Rrokum TV* de son réseau alors même que *Rrokum* dispose d'un contrat lui garantissant une diffusion pendant cinq ans. *Rrokum TV* est depuis exclue des 80 relais locaux, régionaux et internationaux, qui constituent le réseau. IPKO a invoqué des problèmes techniques et des travaux d'entretien sur son réseau mais la raison du conflit réside plus vraisemblablement dans la remise en question du contrat initial et dans la volonté d'IPKO de refaire payer *Rrokum TV*.

Rrokum TV a terminé son exercice 2009 en bénéfice. Un miracle ? Presque. 2009 a été l'année des élections et en cette période électorale *Rrokum TV* a eu accès à une infime partie des publicités électorales et institutionnelles. « En période électorale nous percevons un peu de la manne institutionnelle – ce serait trop flagrant et le gouvernement ne néglige alors aucune voix », ajoute Migjen. Mais cette situation ne se renouvellera pas en 2010 et la petite chaîne indépendante est aujourd'hui exsangue. La rédaction est réduite à une vingtaine de membres et des journalistes multitâches qui acceptent des salaires bas : de 150 à 300 euros maximum. *Rrokum* s'appuie sur des jeunes journalistes qui mêlent études à l'université le matin, et activités journalistiques l'après-midi. Il en va de même pour la technique. *Rrokum* a réduit les charges au maximum et ne peut offrir plus à ses journalistes – pourtant ces derniers continuent à y travailler.

KLAN TV : UN NOUVEAU VENU QUI DOIT DÉJÀ CONFIRMER

KLAN TV incarne dans le milieu audiovisuel le phénomène de création des titres ou des télévisions champignons. Issue du groupe albanais *KLAN*, proche du gouvernement de Salih Berisha, la nouvelle chaîne s'est rapidement installée à Pristina. Disposant manifestement d'importants moyens financiers, *KLAN TV* a importé tout son matériel d'Albanie, créant au passage une première polémique sur les taxes douanières dont elle aurait été curieusement exemptée.

La rédaction de *KLAN TV* compte près de 110 employés engagés dès le départ à des salaires attractifs sur le marché des médias : +/- 600 euros là où la plupart des professionnels doivent se contenter d'un salaire moyen de +/- 300 euros. Mais ces charges ont très vite pesé sur la viabilité économique de *KLAN TV* et la nouvelle télévision



Bul Salihu

doit vraisemblablement déjà solliciter d'importants soutiens financiers. Une des solutions possibles pour son développement pourrait résider dans sa diffusion sur une des deux licences analogiques de Pristina, permettant ainsi à l'Albanie de renforcer sa présence sur les ondes kosovares. Aux yeux de certains journalistes, ce projet du voisin albanais était dans les cartons depuis très longtemps et expliquerait pourquoi on a laissé les deux licences analogiques ouvertes depuis de si nombreuses années.

Le projet *KLAN* inquiète une grande partie de la presse kosovare. L'exportation du « modèle albanais » en matière médiatique n'a en effet vraiment rien d'enthousiasmant.

UNE RELANCE URGENTE DE L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES JOURNALISTES

Créée en 2002 par les journalistes les plus en vue et jouissant d'une bonne crédibilité (Baton Haxhiu, Agron Bajrami, Dukagjin Gorani, Mujail Limani, Halil Matoshi, Bul Salihu...) l'association des journalistes a été établie sous statut de d'ONG. Soutenue en partie par la communauté internationale, notamment par *IREX* et le *Balkan Trust of Democracy* qui a apporté un soutien financier et logistique important, l'association jouissait d'une bonne crédibilité auprès de la profession et des instances internationales. Une certaine solidarité

« Il n'existe toujours pas de plan international des fréquences permettant aux chaînes de télévision en langue serbe de diffuser au Kosovo »

existait au sein de la profession et l'association mettait un point fort à se saisir d'un maximum de problèmes. Elle constituait une « agence de cotation » de la liberté de la presse, un bon thermomètre des problèmes qui se posaient alors. Elle organisait régulièrement des rencontres entre professionnels pour réfléchir sur les engagements, l'éthique, la professionnalisation, organisait des séances de formations. L'année 2009 va cependant marquer le début d'une lente agonie.

L'association renouvelle son comité de direction en janvier 2009. Mentor Shala est élu à la présidence de l'association. Le poste est important mais non rémunéré et Mentor Shala conserve ses fonctions de rédacteur en chef au sein de la Radio Télévision Publique *RTK*. Sous sa présidence, certains cas ne sont pas abordés. Ainsi l'association mettra par exemple une dizaine de jours pour réa-

gir à l'appel au meurtre lancé par *Infopress* contre le journaliste de l'émission *Life in Kosovo*. Une position qui trouve de moins en moins de soutien au sein du Comité de direction qui, par manque de budget, ne peut plus organiser les activités qui lui avaient apporté sa crédibilité.

Le début de l'année 2010 annonce la fin temporaire de l'association confrontée à des difficultés financières de plus en plus importantes. La nouvelle politique de l'association n'a pas aidé à lever de nouveaux mécènes locaux ou internationaux. Mentor Shala est par ailleurs promu au poste de directeur adjoint de *RTK*, renforçant sa position dans la chaîne publique mais aussi la perte de crédibilité de l'association au sein de la profession. Mentor Shala démissionne en mars 2010 ainsi qu'une grande partie du comité de direction, laissant l'association sans direction et dans une situation financière difficile. Sous statut d'ONG, l'association est clairement en sommeil et attend un budget et un comité suffisamment indépendant pour lui permettre de retrouver la voie que bon nombres de journalistes espèrent.

L'ÉMERGENCE DE LA BLOGOSPHERE KOSOVARÉ

Le second quotidien national *Zëri* a ouvert une plateforme qui commence à avoir du succès. Bul Salihu y tient un blog d'information <http://www.zeri.info/blogi/teksti/bul-salihu/45/> qui connaît une croissance importante. Disposant d'une totale liberté éditoriale (*Zëri* n'est pas responsable du contenu et ne relit pas les posts et articles publiés), Bul Salihu a connu un intérêt important auprès de la famille des blogueurs et de Facebook après avoir publié un article sur Mimoza Kusari, jeune personnalité qui incarnait un espoir important au sein de la jeunesse kosovare et qui a soudainement rejoint le parti politique Alliance for a New Kosovo lors des dernières élections communales au Kosovo. Le nouveau parti est dirigé par un homme d'affaire, Behgjet Pacolli, qui tire ses fonds de ses activités dans le milieu de la construction en Russie. Poursuivi en Suisse par la procureure Carla Del Ponte dans le cadre de la lutte contre le crime organisé, Behgjet Pacolli n'a jamais été condamné mais reste un personnage très controversé. La création de ce nouveau parti arrive fort opportunément pour le Premier ministre Thaçi dont la majorité parlementaire reste très fragile et disséminée à travers plusieurs formations politiques.

L'article a connu un très grand succès (5 000

clics) et a été placé sur le mur des comptes Facebook. Il a également été commenté par une soixantaine de personnes, ce qui constitue un bon succès compte tenu du phénomène récent qui constituent les blogs.

LES MÉDIAS DES MINORITÉS SERBES

En janvier 2009, après deux années d'inactivité, le fonds dédié au soutien des médias des minorités (Minority Media Fund) a été relancé et 14 médias peuvent en bénéficier. 110 licences de diffusion locales ont été octroyées dont 41 au profit des minorités (32 serbes, 3 Turquie, 3 Bosnie, 2 Gorani et 1 pour les Rom). Toutes les informations officielles sont traduites en serbo-croate et il n'y a pas de difficultés majeures pour les minorités serbes à accéder à ces traductions. Cette information ne rencontre que rarement l'intérêt des minorités serbes et de leurs médias qui n'y trouvent pas d'écho suffisant à leurs préoccupations les plus directes.

RTK ne remplit pas son obligation de diffuser 15% de ses programmes dans les langues des minorités. Les programmes diffusés en serbo-croate ou en turc sont en règle générale des traductions de programmes en albanais sur des sujets qui ne concernent que trop rarement les minorités. Le Kosovo n'est par ailleurs toujours pas membre de l'Union internationale des télécommunications, et il n'existe toujours pas de plan international des fréquences permettant aux chaînes de télévision en langue serbe de diffuser au Kosovo.

Si beaucoup reste à faire du côté des télévisions, les minorités serbes se sont en revanche plutôt bien organisées dans le secteur de la radio. Une quarantaine de stations locales serbo-kosovares travaillent aujourd'hui en réseau et se relayent pour couvrir la plus grande partie du Kosovo. Une partie des journalistes actifs dans ces radios tentent d'y faire vivre une indépendance éditoriale pas toujours bienvenue.

La Serbie conserve cependant une influence énorme dans les enclaves des minorités serbes. Comme dans la plupart des pans de la société, Belgrade investit beaucoup dans le soutien des médias serbo-kosovars, par la publicité mais aussi par la mise à disposition de productions serbes (films, programmes divers, informations, etc.). S'il est apprécié par une partie de la profession, ce soutien a cependant des conséquences sur l'indépendance des journalistes qui rencontrent des difficultés analogues à celles de leurs collègues albanophones.

Si les journalistes serbo-kosovars peuvent encore travailler plus ou moins librement dans

les enclaves du Sud, la situation est toujours très compliquée au Nord, à Mitrovica. « La situation des médias dans les minorités serbes dans le sud du Kosovo n'a rien à voir avec celle de Mitrovica. Même en tant que Serbo-Kosovars nous rencontrons des problèmes quand on se rend au nord du Kosovo, tout spécialement en tant que journaliste. Les gens restent toujours très réticents par rapport à la presse. Ils veulent savoir d'où on vient, pour qui on travaille, d'où on parle, etc. Le problème n'est pas seulement d'ordre communautaire. C'est une sorte de rejet de la presse kosovare dans son ensemble. On a l'impression que les médias serbes sont les seuls organes légitimes. Il est bien sûr possible d'y travailler mais les conditions sont difficiles, même pour nous », nous confie un journaliste de la radio *Feature Without Fear (FWF)*.

La situation économique au sein des minorités serbes, tout aussi préoccupante que celle des albanophones, ne laisse que peu d'alternative à cette situation. La mobilisation de certains journalistes pourrait bien entendu faire la différence, mais elle nécessitera un soutien financier important et durable de la part de la communauté internationale.

INTERVIEW D'ADEM DEMAÇI

Prix Sakharov 1991, et membre du Réseau Sakharov

Né à Pristina en 1936, Adem Demaçi a passé la majeure partie de sa vie en prison. De 1958 à 1990, il est détenu pour avoir défendu les droits élémentaires des Albanais au Kosovo. Après sa libération, Adem Demaçi prend la direction et la présidence du Conseil pour la défense des droits de l'homme et des libertés. Durant le conflit qui oppose le Kosovo à la Serbie en 1998-1999, il fut le représentant politique de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Il s'est ensuite consacré à la question du retour des réfugiés et à la réconciliation ethnique, notamment à travers la présidence du Comité pour la compréhension mutuelle, la tolérance et la coexistence.

Reporters sans frontières (RSF) (en partenariat avec le Réseau Sakharov) : Adem, c'est un grand honneur pour nous de vous revoir. C'est probablement la première fois que deux Prix Sakharov se rencontrent à Pristina et c'est vraiment avec beaucoup de plaisir. Vous êtes indiscutablement une des figures les plus respectées au Kosovo. Quelle est selon vous aujourd'hui la situation de la liberté de la presse de ce jeune et nouvel Etat.

Adem Demaçi (AD) : Elle est tout simplement à l'image du pays, chaotique. Les journaux ne sont pas, ne peuvent pas être indépendants. Certes Koha Ditore est le quotidien le plus sérieux, mais nous ne pouvons pas nous contenter d'un seul titre pour nous informer et tout n'est pas parfait là non plus. Les autres titres sont pour la plupart liés à des partis politiques, proches de la majorité ou du gouvernement. Le reste se place dans une opposition stérile et tout autant de mauvaise foi. La presse est tenue par des entreprises ou par des partis. Il n'y a pas vraiment d'espace qualitatif mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de bons professionnels. Il n'y a tout simplement pas de terrains propices à l'émergence de cette presse de qualité. Rien ne pousse sur un champ stérile et comme dans la plupart des secteurs, nous n'avons toujours pas à disposition de terre fertile pour y construire quelque chose de solide.

Mais je peux comprendre une bonne partie de ces journalistes comme je comprends une partie de mes concitoyens qui doivent faire face aux difficultés quotidiennes. Le pays va mal. Rien n'a véritablement avancé depuis près de dix années. Nous sommes connus comme l'Etat le plus pauvre d'Europe et c'est malheureusement vrai. Seule une petite élite vit plus que correctement au Kosovo. Pour le reste des Kosovars, et quelle que soit leur communauté, la vie est très dure. Notre système éducatif ne fonctionne pas, notre administration est corrompue tout comme notre justice. La liberté de la presse a toute mon attention et ma sympathie bien sûr, mais il y a des urgences dans les besoins les plus fondamentaux ce qui fait, et on peut le comprendre, que pour les Kosovars la liberté de la presse ne soit pas toujours un sujet de préoccupation. Qui plus est, la population voit aussi le peu de crédibilité qu'elle peut accorder à certains de ces médias. Certains journalistes se pavanent dans des voitures de luxe alors que la majorité des gens ne gagne pas plus de 300 à 400 euros par mois. Il y a des distances qui s'installent et une perte de crédibilité qui pourrait s'avérer très dangereuse à terme.

RSF : Comment aurions-nous pu faire pour éviter ces travers ?

AD : A la fin de la guerre, j'ai eu deux entretiens avec Dan Everts, chef de mission de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). Il souhaitait avoir mon avis sur la manière d'organiser la gestion du Kosovo. J'ai suggéré à l'époque de mettre le Kosovo sous une sorte de protectorat de l'Union européenne,

d'organiser une gestion des besoins urgents de la population : rétablir le système sanitaire, l'électricité, l'éducation – bref tous les points essentiels de la gestion. La communauté internationale n'a pas suivi cette option et ils ont ouvert la voie aux mouvements mafieux qui avaient déjà infiltré la future classe politique. J'ai revu quelques années plus tard Dan Everts qui a reconnu que cette option aurait probablement été bien meilleure. Mais c'est une des uniques occasions que nous ayons eu de faire nos suggestions. Il y avait certes urgence à l'époque, et c'est pour cela qu'il aurait fallu prendre le Kosovo en main.



Adem Demaçi

RSF : Que pouvons-nous faire pour que cela change vraiment ?

AD : Cela devient de plus en plus dur. Hier la communauté internationale avait un poids considérable. Elle gérait le Kosovo et aurait pu et dû imposer les standards démocratiques. Aujourd'hui, on en est plutôt à remettre le maximum de clés et le plus rapidement possible à ce gouvernement. Ils commettent les mêmes erreurs qu'il y a dix ans en se précipitant sans s'assurer que les bases soient saines. Or rien n'est résolu sur les besoins fondamentaux. En matière de médias nous ne sommes pas prêts et ce qui ne se fera pas maintenant selon les standards européens ne sera probablement pas fait avant une dizaine d'autres années.

Je reste optimiste mais les améliorations dans ce domaine comme dans les autres doivent très vite apparaître. Ce n'est pas si compliqué mais la communauté internationale se montre si frileuse. Peu de personnes comprennent cette position ici. La population voit les efforts de communication de toutes les instances internationales – elle voit surtout l'argent qui est dépensé par une foule d'institutions différentes dont on n'identifie plus très bien la nature. Des budgets de communication pour nous dire combien l'UE est importante dans la région. Mais la plus grande partie des Kosovars en est déjà convaincue. Nous voulons rejoindre l'Europe, et nous restons, dans une très large majorité, reconnaissants à l'Otan pour son intervention. Alors pourquoi dépenser autant pour nous dire ce que cette communauté européenne ou internationale fait ici ? Cet argent serait tellement plus utile ailleurs.

DEMANDES ET RECOMMANDATIONS DE REPORTERS SANS FRONTIÈRES

REPORTERS SANS FRONTIÈRES DEMANDE :

1. Que l'accès aux données publiques garanti dans l'article 41 de la Constitution soit effectivement offert à tous les journalistes, sans entraves administratives ou protocolaires, avec un accès physique direct aux sources d'informations ;
2. Que le Parlement initie un projet de loi qui garantisse la protection des sources à tous les journalistes en s'inspirant en la matière des standards européens ;
3. Que la mission EULEX prenne en considération dans la formation des magistrats les enjeux importants liés aux droits spécifiques de la presse et des nouveaux médias ;
4. Que les membres de l'exécutif ne puissent plus participer à la nomination des membres du Managing Board de RTK, cette procédure devant rester de la seule responsabilité parlementaire. La commission qui est chargée de la nomination doit également compter des représentants de la presse écrite et des Web radio-télévisions ainsi que des personnalités issues du monde académique, reconnues pour leur professionnalisme et leur indépendance ;
5. Que le processus de digitalisation soit accéléré et mené dans une plus grande transparence, avec une information suivie auprès de tous les acteurs impliqués dans le dossier, quel que soit leur statut ou leur taille. Nous appelons la communauté internationale à observer de près ce processus et à garantir qu'il se déroule dans le plus strict respect des normes internationales, en garantissant à chacun des chances équitables ;
6. Que le marché de la publicité privée et institutionnelle soit libéralisé et que les règles de cette libéralisation soient établies en partenariat avec tous les acteurs du secteur des médias, y compris les nouveaux-médias ;
7. Que la totalité des publicités institutionnelles soit répartie de façon équitable et transparente sur l'ensemble des télévisions, des radios, de la presse

écrite et des sites web d'informations (publics ou privés). Nous demandons au gouvernement kosovar de fournir un relevé public mensuel de la répartition des campagnes institutionnelles qu'il fait paraître dans la presse spécifiant les prix et les titres qui en ont bénéficié ;

8. Que les deux licences analogiques encore disponibles à Pristina fassent impérativement et rapidement l'objet d'un appel d'offre public clairement défini et ouvert à tous. Nous demandons que la communauté internationale puisse observer le processus d'attribution de ces deux licences qui doit se faire dans la plus grande transparence ;
9. Que le gouvernement veille à développer une législation plus claire et plus permissive sur la diffusion des radios et télévisions sur les câblo-opérateurs. Les Web-TV et Web-Radio ne peuvent en aucun cas être soumises à des licences d'exploitation et doivent être encouragées dans leur création et leur diffusion ;
10. Qu'un centre de presse soit ouvert le plus rapidement possible à Pristina. Nous appelons la communauté internationale à reporter dans un fonds dédié à ce projet une part des fonds dépensés dans le cadre des campagnes de promotion de ses activités au Kosovo.

REPORTERS SANS FRONTIÈRES RECOMMANDE :

1. Que les représentants politiques, à commencer par les membres du gouvernement, cessent d'accuser la presse « d'espionnage » ou « d'attenter à l'identité nationale » lorsqu'elle ne leur est pas favorable ou lorsqu'elle mène des enquêtes qui relèvent du simple intérêt public. Nous appelons la classe politique à une plus grande responsabilité et à ne pas rajouter au climat déjà très compliqué dans lequel évoluent les journalistes ;
2. Que les journalistes prennent toutes les mesures nécessaires pour relancer une organisation professionnelle capable d'être un interlocuteur crédible auprès des institutions nationales et internationales .

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Secrétariat international
REPORTERS SANS FRONTIÈRES

47 rue vivienne
75002 Paris - France
Tel. 33 1 44 83 84 84
Fax. 33 1 45 23 11 51
Web : www.rsf.org
E-mail : rsf@rsf.org

Ambroise Pierre - Bureau Afrique : afrique@rsf.org
Benoit Hervieu - Bureau Amériques : ameriques@rsf.org
Vincent Brossel - Bureau Asie : asie@rsf.org
Elsa Vidal - Bureau Europe : europa@rsf.org
Olivier Basille - Bureau Union européenne : rsf_eu@rsf.org
Soazig Dollet - Bureau Moyen-Orient : moyen-orient@rsf.org
Lucie Morillon - Bureau Internet : internet@rsf.org
Contact Presse : presse@rsf.org

REPORTERS SANS FRONTIÈRES est une organisation internationale de défense de la liberté de la presse. Elle observe et rapporte les atteintes à la liberté de la presse dans le monde. Constituée d'une équipe de 12 journalistes et reposant sur 140 correspondants, Reporters sans frontières analyse l'information et intervient par voie de presse, par courrier, sous forme de rapports d'enquête et de recommandations pour alerter l'opinion contre les exactions commises contre des journalistes, les violations à la liberté d'expression et faire pression sur les responsables politiques.

Secrétaire général : **Jean-Francois Julliard** | Directeur des publications : **Gilles Lordet**